

Conférence Nationale
CONTRIBUTION SECTION DE CANNES (06)

La Section de Cannes (06) du PCF s'est réunie à plusieurs reprises afin de débattre en détail du positionnement à adopter en vue de la Conférence Nationale du PCF. Les discussions se sont déroulées dans un climat de profond respect mutuel et de recherche de l'accord politique le plus large possible.

La Section souscrit très majoritairement aux conclusions qui suivent .

La crise systémique du capitalisme se double maintenant de plusieurs autres dimensions – climatiques, sanitaires, migratoires... - qui la portent à son paroxysme, engendrant anxiété des populations, doutes et colère vis-à-vis des dirigeants et des supposées « élites ».-

La misère, déjà présente avant la crise sanitaire et insupportable dans un pays aussi riche que le nôtre, a fait des bonds impensables. Une partie de la jeunesse étudiante a faim. Les organisations caritatives ne peuvent plus faire face. La précarité, les licenciements injustifiables ont explosé.

Dans le même temps, les profits atteignent des sommets, la spéculation financier gangrène toute l'économie et s'attaque à la production de vaccins qui devraient être un bien commun de l'humanité.

Les États-Unis, supposé modèle de démocratie pour le monde, se sont illustrés par un épisode tragique de leur histoire. La mobilisation populaire a empêché le pire mais les dangers antérieurs demeurent. Et rien n'indique que les Etats-Unis aient renoncé à leur volonté hégémonique.

Réchauffement climatique, pandémies, fascismes de nouvelle génération, course aux armements et aux ventes d'armes , menacent l'humanité dans son existence même.

Le capitalisme fasse partout dans le monde, en France en particulier, la preuve de son épuisement historique. Cela ne conduit pas pour autant spontanément à sa mise en cause. Un faux duo funèbre – Macron/Le Pen - est mis en scène par un pouvoir entièrement acquis aux exigences du capital et désireux de se présenter le moment venu en « moindre mal », alors qu'il adopte les pires thématiques de l'extrême droite, les banalise, encourage la recherche de boucs émissaires, et montre une propension à renforcer tous les aspects les plus violemment autoritaires déjà présents avant la crise sanitaire.

Face à une telle situation, les forces progressistes, de gauche et écologistes apparaissent incapables d'imaginer ensemble les solutions d'avenir qui commenceraient à ouvrir de nouveaux chemins d'espoir .

Pourtant, dès qu'il s'agit de se prononcer sur des exigences majeures, on retrouve une expression ultra-majoritaire : c'est vrai de l'exigence de réformes fiscales s'attaquant aux inégalités sociales les plus criantes ; de celle relative aux services publics, notamment l'Hôpital Public et ses personnels dont les moyens ont été pillés, mettant notre système de santé performant dans la difficulté ; des questions environnementales dont chacun mesure l'importance sur nos modes de vie et les risques à poursuivre le pillage des ressources planétaires ; de l'exigence d'une nouvelle industrialisation durable, d'une agriculture profondément repensée. Sur tous ces sujets et bien d'autres, une large majorité de nos compatriotes s'exprime à rebours de la politique suivie.

Ces exigences constituent selon nous le socle d'un Pacte gouvernemental possible pour les élections à venir. La Section estime que le PCF doit travailler en priorité à en réunir les conditions.

Les institutions de la Vème République sont à bout de souffle : une part croissante de nos compatriotes ne s'y reconnaît plus, choisissant une abstention jamais vue même dans les scrutins locaux. Les couches les plus populaires considèrent leur vote comme impuissant à changer quoi que ce soit à leur vie, et maudissent les « politiciens », d'où des explosions de colère, parfois de violence : c'est sur ce terreau d'exaspération que les idées d'extrême-droite, racistes, xénophobes, autoritaires, prospèrent dans l'opinion , au point qu'on ne peut exclure le pire pour 2022..

Comment en sortir ?

Notre opposition comme parti aux institutions actuelles ne s'est jamais démentie, a fortiori avec la réforme Jospin qui abaisse le rôle de l'Assemblée Nationale : on élit une Assemblée pour le Président et non une Assemblée qui légifère souverainement Or c'est à l'Assemblée Nationale que se décident les grands choix politiques mais cette inversion induit dans l'esprit de nombre de nos compatriotes, y compris de Gauche, l'idée que c'est l'élection Présidentielle qui est la seule vraiment importante.

Nous ne pouvons pas plus ignorer cette donnée que nous ne pouvons ni ne devons en adopter la logique.

Les conditions sont-elles réunies pour présenter un(e) candidat(e) issu(e) du PCF ?

Si cela doit s'entendre comme une candidature de « témoignage pour préparer l'avenir » ou pour « affirmer notre identité », la Section

considère que ce serait une grave faute politique. Il en irait de même d'une candidature qui prétendrait rassembler autour des idées du PCF, donnant le sentiment que seul notre Parti détiendrait les solutions auxquelles on devrait se ranger. Notre peuple souffre : nous n'avons pas le droit de l'exposer au pire.

Dans les circonstances actuelles, où rien n'est encore joué, où 80% des électeurs de Gauche souhaitent une candidature commune en 2022 et où de nombreuses surprises sont possibles, *le PCF devrait viser simultanément deux objectifs convergents :*

Premièrement, appeler jusqu'au bout les forces politiques et nos concitoyens à une discussion publique, devant l'opinion progressiste, de toutes les forces de Gauche et écologiques sur les grandes mesures à prendre pour le pays et les moyens de les porter ensemble aux élections avec une candidature commune des forces de gauche et écologistes ; même au cas où – ce qui pour nous serait prématuré – une candidature communiste devait être décidée, c'est le message qu'elle devrait porter.

Deuxièmement, préparer dès à présent la campagne des Législatives en continuité avec le travail de rassemblement déjà entamé, notamment pour les Régionales. Ceci peut s'envisager dès à présent dans toutes les circonscriptions, et permettrait - si ce travail était mené avec détermination -, de rassembler des forces politiques, sociales, associatives et des personnalités diverses pour débattre du contenu d'un Pacte de gouvernement et décider ensemble du ou de la meilleur(e)candidature pour le porter. Tous les partenaires de ce rassemblement- dont la limite ne dépendrait que de la dynamique créée- , auraient à y gagner en s'assurant ainsi une meilleure représentation politique à l'Assemblée nationale. Ce serait sans nul doute le cas pour notre Parti, celui-ci apparaissant comme la force politique la plus déterminée à créer les conditions de l'union et du changement, sans chercher une quelconque hégémonie. Nous pourrions ainsi garder voire renforcer notre groupe parlementaire. Et rien n'exclut que les développements de cette initiative ne pourraient au final conduire à une majorité de changement, condition sine qua non pour conjurer le spectre de nouveaux désastres.

Une telle conception fait d'ailleurs le lien avec ce que devrait porter une candidature communiste si, in fine, elle se manifestait comme inéluctable : elle devrait au premier chef se faire l'écho du travail collectif tout en balisant des chantiers considérables (Paix, Désarmement, Coopérations internationales, Biens communs, Justice, Solidarité, Démocratie...) . Aucun ne fait partie de l'agenda des forces du Capital.

Aucune garantie n'existe quant au succès de ces initiatives mais elles donneraient au PCF une audience, un écho, une visibilité sans équivalent et permettraient d'affronter l'avenir dans de meilleures conditions. Nos compatriotes auront, quoi qu'il advienne, besoin d'être ardemment défendus : le risque de voir la représentation nationale du PCF être balayée par des décisions tournant le dos à toute l'histoire du PCF comme grand parti populaire et de rassemblement des forces de Gauche, doit être écarté à tout prix.